



FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
TYPE D'OPERATION 3.1.1 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL
MIDI PYRENEES 2014 - 2022

SOUTIEN AUX NOUVELLES PARTICIPATIONS AUX REGIMES DE QUALITE

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.
Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire.
Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires.

OU FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?

REGION OCCITANIE
SITE DE TOULOUSE
DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DE L'AGRO-ALIMENTAIRE ET DE LA FORET
22, BOULEVARD DU MARECHAL JUIN
31406 TOULOUSE CEDEX

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

N° OSIRIS :

DATE DE RÉCEPTION :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE PHYSIQUE)

N° SIRET :

attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE :

Concerne uniquement les agriculteurs

en cours d'immatriculation

CIVILITE : (le cas échéant) Madame Monsieur

NOM et PRENOM du demandeur

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Né(e) le :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe :

Mobile :

Mél :

Adresse site internet :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE MORALE)

N° SIRET :

attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE :

Concerne uniquement les agriculteurs

en cours d'immatriculation

STATUT JURIDIQUE : Exploitant individuel GAEC EARL SCEA Autre : (*précisez*)

RAISON SOCIALE :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe

Mobile

Adresse site internet :

NOM et PRENOM du représentant légal :

NOM et PRENOM du responsable du projet si différent :

Téléphone : Fixe

Mobile

Mél :

Pour les personnes physiques

1. Etes-vous exploitant : Agriculteur à titre principal (ATP)

Agriculteur à titre secondaire (ATS)

2. Etes-vous installé depuis moins de 5 ans (*à partir de la date de votre 1^{ère} affiliation MSA*) ?

oui

non

en cours d'installation

3. Bénéficiez-vous de la DJA ? oui non

(bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de dépôt de ce formulaire depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA ou si pas encore installé dépôt du dossier de demande d'aide DJA à la DDT.

Si oui : - date de l'installation (cf. CJA) :

- ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : oui non

4. Si vous êtes installé(e) depuis moins de 5 ans sans DJA (*à la date de signature de ce formulaire et à compter de la date d'affiliation MSA*), date d'installation figurant sur votre attestation MSA :

5. Si vous êtes en cours d'installation :

- date de dépôt de dossier JA en DDT :

ou date de RJA :

- date d'enregistrement CFE :

Pour les personnes morales

Nombre d'associés – exploitants (*) :

Nombre d'ATP (Agriculteur à Titre Principal) :

Nombre d'ATS (Agriculteur à Titre Secondaire) :

Ou Nombre d'ETP (Équivalent Temps Plein) :

Civilité Nom et prénom des associés ou dénomination sociale	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut	Date d'installation

(*) rappel -chaque associé exploitant doit fournir une attestation d'affiliation à la MSA en qualité de non salarié agricole (hors personne en parcours installation)

VOS CARACTERISTIQUES

Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à l'adresse postale du demandeur

Sinon, préciser l'adresse :

Code postal :

Commune :

VOS CARACTERISTIQUES

a/ **Descriptif du projet : La demande concerne l'engagement dans le système de qualité suivant :**

Système de qualité	Produit concerné / Dénomination officielle du produit	CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION	
		Date de reconnaissance de la dénomination	Nombre d'adhérents au système de qualité
Agriculture biologique			
AOP			
IGP			
Label Rouge			
CCP			
STG			

b/ **Pour les AOP, IGP, Label Rouge, CCP et STG, la demande concerne la participation à :**

L'Organisme de Défense et de Gestion (ODG) (*Précisez le nom*) :

c / **Déroulement du projet**

Date prévisionnelle de l'engagement dans le système de qualité (jour, mois, année) :

CRITERES DE SELECTION

Seuil de notation 40 points :

- les principes 1 à 4 sont exclusifs, le principe 5 s'ajoute aux points obtenus sur les principes 1 à 4.
- En cas d'ex aequo, si l'enveloppe disponible ne permet pas de retenir les projets ayant obtenu la même note, seront sélectionnés les projets qui ont obtenus la meilleure note selon le critère « 5- Les produits ayant obtenu récemment un signe de qualité »

Principes de sélection fixés dans le PDR	Critères de sélection	Nombre de points (pondération)
1) AOP, IGP, AB, STG 2) AOC, Label Rouge	AOC/AOP IGP LABEL ROUGE AB	30
3) CCP collective	CCP Collective	30
4) La mention facultative « produit de Montagne »	Montagne	30
5) Les produits ayant obtenu récemment un signe de qualité	Les produits concernés ont obtenu la dénomination depuis moins de 5 ans	20
	Les produits concernés ont obtenu la dénomination depuis plus de 5 ans	10

DEPENSES PREVISIONNELLES

Pour ce dernier appel à projets de la programmation FEADER 2014-2022, le calendrier de réalisation de votre projet sera contraint en raison des exigences de fin de gestion.

Les projets déposés dans le cadre de cet appel à projets devront être intégralement réalisés (c'est-à-dire l'achèvement physique de l'opération et dernier acquittement) **au plus tard le 30/09/2023**, sauf cas exceptionnel dûment argumenté à traiter avec le service instructeur.

Attention : Justification des coûts à préciser obligatoirement selon les modalités suivantes :

Veillez faire figurer sur chaque devis une numérotation des investissements présentés dans l'appel à projet (numéro d'ordre 01 à 99).

Fournir :

- Pour les dépenses inférieures à 1 000 € HT : la fourniture d'un devis n'est pas obligatoire
- Pour les dépenses d'un montant inférieur à 3 000 € HT : 1 devis
- Pour les dépenses d'un montant compris entre 3 000 € HT et 90 000 € HT : 2 devis détaillés (de 2 fournisseurs différents)
- Pour les dépenses d'un montant supérieur à 90 000 € HT : 3 devis détaillés (de 3 fournisseurs différents)

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et montants HT et TTC. Les devis doivent être précis et faire référence à un intitulé de matériel éligible.

Postes de dépenses	Année 1	Année 2	Année 3	Total
Coûts d'entrée dans la démarche facturés par l'organisme (ODG, Association Sud-Ouest France, Groupement de producteurs...)	,	,	,	,
Cotisation annuelle	,	,	,	,
Contrôles et certification réalisés par un organisme certificateur	,	,	,	,
Autres dépenses	,	,	,	,
Total	,	,	,	,

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs sollicités	Année 1	Année 2	Année 3	Total
Région	,	,	,	,
Département	,	,	,	,
Union Européenne (FEADER) – 53% de la dépense publique	,	,	,	,
Autres (précisez)	,	,	,	,
Sous-total financeurs publics	,	,	,	,
Participation du secteur privé (précisez)	,	,	,	,
Autofinancement	,	,	,	,
Total général= coût du projet	,	,	,	,

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

En fonction de votre situation, veuillez cocher la case correspondante.

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre du dispositif 3.1 du PDR Midi-Pyrénées :
Soutien aux nouvelles participations aux régimes de qualité.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir pas sollicité une autre aide que les aides indiquées sur cette demande pour le même projet,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée
- A informer la Région de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet pendant toute la durée de réalisation de l'opération
- A fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération
- A me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 3 années suivant le dernier paiement relatif au projet
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet », et notamment, pour les exploitations agricoles, de prêts bonifiés
- A rester dans le régime de qualité pendant au moins 3 ans à compter de l'attribution de l'aide
- A respecter les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n° 1303/2013. Ces obligations réglementaires seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide
- A conserver pendant une période de 10 ans à compter du paiement final de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles
- A informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable

Je suis informé(e) :

qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétent en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation du programme. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère en charge de l'agriculture, FranceAgriMer et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région.

Dans le cas où mon dossier n'est pas retenu faute de crédits suffisants lors du comité de sélection correspondant, je choisis l'option suivante (attention, toutes modifications substantielles à mon projet impliquent une nouvelle demande) :

- Je souhaite maintenir ma demande pour qu'elle soit examinée lors du comité de sélection de la période de dépôt des dossiers suivants de l'appel à candidature**
- Je ne souhaite pas maintenir ma candidature**

Fait à _____ le _____

Fonction et signature(s) du demandeur avec le cachet de l'entreprise

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration :

- j'autorise
- je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

PIECES A FOURNIR

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier ¹	Cadre réservé à l'administration NE RIEN INSCRIRE
Par tous les porteurs de projet :		
Si vous n'avez pas de n° SIRET au moment du dépôt du dossier, fournir le récépissé du CFE		
<u>Preuve d'identité :</u> <i>Personne physique :</i> Pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité <i>Personne morale (hors collectivités, leurs groupements et les établissements publics= :</i> statuts ou PV assemblée générale ou pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité du représentant légal de la structure		
Exemplaire original du présent formulaire de candidature complété, signé et daté		
Relevé d'identité bancaire ou postal (BIC/ IBAN)		
RJA recevabilité jeune agriculteur, ou CJA certificat de conformité jeune agriculteur (exigé au moment du paiement de l'aide) ou copie récépissé de dépôt de demande d'aide JA à la DDT(M)		
Attestation d'affiliation à la MSA en tant que chef d'exploitation à titre principal ou secondaire, ou de l'exploitation (GAEC, EARL, SCEA) ET, pour les exploitants hors JA, comportant la date d'inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation		
Devis des frais de certification à l'agriculture biologique		
Pièce justificative (devis) des coûts de contrôle de participation au système de qualité (AOP, IGP, Label Rouge, STG, CCP)		
Pièces justificatives (devis) des cotisations (AOP, IGP, Label Rouge, STG, CCP)		
Pièce justificative (devis) des coûts engagés pour l'entrée dans le système de qualité (AOP, IGP, Label Rouge, STG, CCP)		
Pour les sociétés ou entreprises privées		
Extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné		
Budget prévisionnel de l'année en cours		
Statuts actualisés		

¹Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier